

# Cocktail Rhum, Mangue, Menthe fraîche et Citron vert

Préparation 5 mn

Pour 4 personnes

## Ingrédients

1 bouteille de rhum blanc

8 feuilles de menthe

1 litre de jus de mangue

1 citron vert

Cannelle

Préparation

## Etape 1

Composer chacun des verres de la manière suivante :

## Etape 2

Verser 2 cl de Rhum, saupoudrer d'une pincée de cannelle et bien mélanger pour éviter les grumeaux.

## Etape 3

Couper les 2 feuilles de menthe en fines lanières et les écraser un peu dans le rhum avec un pilon.

## Etape 4

Verser du jus de mangue afin de compléter le verre (environ 8 cl).

## Etape 5

Couper une rondelle de citron de 5 mm d'épaisseur et la presser au-dessus du verre. Remarque, on peut tremper la rondelle dans le verre ou accrochée au bord du verre.

## **Etape 6**

Ajouter 2 glaçons et bien remuer.

---

# **Sokossoko de bœuf**

Le sokossoko de bœuf est une recette ivoirienne. C'est un plat simple et très savoureux qui est en sorte un sauté de bœuf aux oignons et tomates.

Le sokossoko peut être à base de la viande de bœuf ou de rognons. Si vous choisissez la viande de bœuf, il est recommandé de prendre les parties tendres genre filet ou bifteck.

## **Ingrédients**

900 g de bifteck coupé en morceaux

2 oignons coupés en juliennes

2 Tomates fermes coupées en dés

1 Cuillère à soupe d'ail en poudre ou 3 gousses d'ail hachées

1 Cuillère à soupe de bouillon de poulet

Sel et poivre

4 Cuillère à soupe d'huile

Méthode

**Étape: 1**

Il faut saler et poivrer la viande. Y ajouter l'ail, le bouillon de poulet et 4 cuillères à soupe d'huile, mélanger le tout et laisser mariner 30 minutes

**Étape: 2**

Chauffer une large poêle à feu vif jusqu'à ce qu'elle fume légèrement, puis étaler la viande dans la poêle sans remuer, et laisser la viande bien saisie toujours à feu vif, puis remuer et laisser dorer les autres côtés de la viande

**Étape: 3**

Y ajouter l'oignon, le laisser cuire en remuant pendant 3 à 4 minutes

**Étape: 4**

Baisser le feu et y ajouter la tomate tout en remuant délicatement sans briser la tomate. Le laisser mijoter 1 minute et servir chaud... Bonne dégustation

---

# **“La fille du Milo” : De Jeanne Martin Cissé**

Mar 13, 2010

Œuvre littéraire remarquable touchant la Guinée dans son entièreté. Pour les nouvelles générations, un bouquin d'histoire qui réveille les sentiments et donne une vue profonde d'une certaine caractéristique de la Guinée pré et postcoloniale. Ici, Madame Jeanne Martin Cissé, dans un style particulier, franc et grandement admirable, actualise, avec une précision non ordinaire, un passé qui n'est pas aussi proche que l'année dernière.

D'une enfance passée à Kankan, au bord du Milo, l'auteur retrace le quotidien d'une tradition qui ne s'applique pas qu'à Kankan et aux Kankanais seulement. Le non Kankanais et l'Africain en général, s'y mirent à leur tour, tant la similarité est infinie. Par ce vécu, l'on se voit partagé entre deux réalités dont la cohabitation n'est pas forcément amicale: le pouvoir colonial se jetant sur la tradition locale, chacun cherchant à se maintenir dans ses valeurs originelles. Telle est, pour commencer, l'une des empreintes de cette œuvre.

De l'enfance de Jeanne, l'on retiendra l'influence d'une famille modeste, monogame, musulmane et intellectuelle: une mère sage-femme qui après Dieu, lui fut l'être le plus proche, et un père receveur des Postes et télégraphes. Ce couple, servant mesurément amour et rigueur à leur toute petite, ainée

de la famille qui doit être porteuse de l' "emblème" familiale. Cette influence filiale confirma à coup sûr, la "rébellion positive" qui permit à la jeune Jeanne de supporter l'école, tout en ne se laissant pas marcher sur les pieds par ses camarades écolières et ceux qui viendront après.

Finissant le niveau scolaire Guinéen et atteignant l'étape de Rufisque où elle doit recevoir, pendant quatre ans sa formation d'institutrice, Jeanne Martin Cissé, sera influencée par les dispositions de l'école, ainsi que les différents courants qui y prendront corps.

Avec les tumultes liées à toute vie d'élève ou d'étudiant, cette étape de Rufisque, au Sénégal ne sera pas au nombre des plus faciles, même si, de par les rencontres, les compétitions artistiques, les autres incitations au succès, la joie et le réconfort domineront les jours bas et de mélancolie.

Après l'école normale, Jeanne retournera en Guinée où un mariage complètement arrangé par les tantes qui ont pu balancer sentiments et cursus, l'attendra . Elle épousera donc ce jeune Camara, inspecteur de Police qui, à la fleur de l'âge, sera fatalement victime d'un accident de circulation, suite à une visite de chef d'Etat, alors qu'il était membre du cortège présidentiel. Au sommet de sa première maternité, ce fait sera très marquant pour Jeanne, malgré la présence de sa belle famille dont l'attention et l'affection lui étaient indéfectibles. Mohamed Camara sera le fruit humain de ce premier mariage. Elle Jeanne, de son esprit, la vie va avec ses épreuves: pas toujours les bonnes. Il ne faut donc pas se laisser divertir par les vicissitudes de la même vie. De ce point de vue, il faut donner de l'énergie à sa profession qui consiste à la formation des tout-petits, ici à l'école de Tombo, comme l'avaient d'ailleurs "imprimé" les longues années passées à l'école normale de Rufisque.

Dans cet engagement, Jeanne sera surprise par une mutation qui l'amena à Dakar au Sénégal où naîtront ses débuts en politique. Oui, à Dakar, cette ville capitale de l'Afrique

Occidentale Française, dans la même grande cour politique que les anciens collègues de Rufisque, face à ce climat pollué de la décolonisation. Le choix sera donc facile pour la fille du Milo. Ensemble avec les anciens de l'école, et parfois avec d'autres, elles mettront en place un mouvement féminin dont les phares seront braqués sur l'émancipation de la femme Africaine, dans un monde où la décision est masculine et l'exécution, féminine.

Entre temps, la jeune dame contractera sa seconde noce avec Ansoumane Touré, un jeune Guinéen rencontré dans le milieu. Il sera le père de ses autres enfants, et mourra dans une des geôles de la Révolution à Kindia, le même établissement pénitencier qu'elle Jeanne, connaîtra de longues années après.

Son parcours quant à lui continue et se fait ascendant: les échanges avec les autres mouvements féministes mondiaux persévèrent et, de l'apprentissage, les lueurs de la politique pure et dure s'annoncent, avec pour conséquence le mixage des capitaux confiance et relations. Jeanne sera appelée dans son pays d'origine, après des années de combat passées aux côtés du leadership féminin Africain.

Au cours d'une conférence à New York, Madame Jeanne Martin Cissé sera interpellée par l'Ambassadeur. Ce serait l'annonce du décret de sa nomination au même poste de Représentant de la Guinée aux nations-Unies.

Paradoxalement, ce moment coïncida à la session du Conseil de Sécurité des Nations-Unies dont la chaise tournante fait de la République de Guinée présidente de cette instance mondiale. Aux regards des décideurs de cette branche sécuritaire, il est un signe de souveraineté d'envoyer une femme dans un concert d'hommes.

Surtout les plus confiants et avertis de la politique de leur pays dont ils ont la mission de "vendre" au monde. Mais à un moment aussi important que la présidence du Conseil de

Sécurité, ces décideurs pensent qu'une femme n'offre pas suffisamment d'aisance à remplir cette tâche extraordinaire.

Ils suggèrent la présence du Ministre des Affaires étrangères comme suppléant à ce grand débat. Quelle en sera l'attitude-réponse du Président Ahmed Sékou Touré; les questions sur le témoignage de Madame Jeanne Martin Cissé sur la mort du Président Sékou Touré et les circonstances qui ont précédé et succédé sa mort ; le temps et les conditions de pénitence ; les grands témoignages dans les horribles quatre murs de Boiro et de Kindia ; l'après prison, la route et les conditions de l' «exil », sont autant de réalités et de portes fermées dont ce livre est la clé d'ouverture. Un livre spécialement à lire et exactement recommandable.

**Lamine Sununu Kaba**

**Présence Africaine : 18,30 €**

## **Présence africaine**

Jeanne Martin Cissé est guinéenne, « fille du Milo », cet affluent du grand fleuve Niger qui irrigue une terre de tradition prestigieuse, proche des racines de l'Empire du Mali. D'une enfance baignant dans le temps de la domination coloniale, la voici projetée, à l'orée de la vie adulte, dans l'aventure de la décolonisation, et bientôt auprès du président Sékou Touré, champion de l'indépendance. C'est un parcours exceptionnel de militance politique à travers le siècle, jusqu'au coup d'État de 1984 où elle connaît la dure répression des putschistes. La voici représentante de la Guinée indépendante aux Nations Unies, première femme appelée à présider le Conseil de Sécurité, avant de reprendre sa place au sein du Bureau politique et du Gouvernement de son pays. Ce témoignage autobiographique important et rare sur l'histoire vécue de la décolonisation éclaire davantage les défis

historiques de la conquête de la liberté que les dérives tragiques qui ont suivi. C'est aux historiens que revient la mission délicate et capitale entre toutes de faire apparaître la part d'ombre dans le champ de lumière, mais nul doute que Jeanne Martin Cissé, sortant du silence, doit avoir voix au chapitre, en sa qualité de patriote engagée.

---

## **Histoire de la Zambie**

Les recherches archéologiques font de la Zambie l'un des berceaux de l'humanité.

Les premiers habitants connus de la région étaient les Bushmens, chasseur et nomades et ce, jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle où arrivent les bantous.

Le pays a accédé à l'indépendance en 1964, mais sous la période coloniale britannique, le territoire était un protectorat connu sous le nom de Rhodésie du Nord.

### **L'ère Bantou**

Les bantous maîtrisaient une certaine technologie. Ils étaient des agriculteurs, avaient des ustensiles et des armes en fer, en cuivre et faisaient de la poterie. Ils étaient principalement sédentaires et seule la nécessité de survivre les avait contraints à émigrer. La plupart des bushmen ne purent cohabiter avec les bantous et beaucoup d'entre eux émigrèrent à leur tour, vers le sud où ils peuplèrent notamment le Sud-Ouest Africain.

Entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, des royaumes furent fondés,



fragmentant le territoire en plusieurs États. On pouvait en discerner au moins cinq :

les Kazembe-Lunda au nord près de la rivière Luapula,  
les Bemba au nord-est,  
les Chewa dans l'est  
les Lozi dans l'ouest en amont du fleuve Zambèze.  
les Tonga au sud près du Zambèze

Le premier Européen à mettre les pieds dans la future Zambie est l'explorateur anglais David Livingstone en 1851. C'est ce dernier qui découvrit des chutes d'eaux qu'il appela Chutes Victoria. Ce fut aussi dans cette contrée qu'il mourut en 1873.

## **La colonisation de la Rhodésie du nord et l'ère de la British South Africa Company**

En 1890, au nord du fleuve Zambèze, par crainte d'une attaque des matabeles, le roi Lewanika, demanda lui-même la protection britannique. Rhodes qui avait annexé le Nyassaland peu de temps auparavant, dépêcha des émissaires auprès du roi Lewanika. Ce dernier signa alors un traité plaçant son territoire sous l'administration de la British South Africa Company (BSAC).

En 1891, la nouvelle conquête territoriale de la BSAC, alors communément appelé Zambézie du nord, était en fait divisée administrativement en deux entités distinctes qui allaient s'appeler à partir de 1895, Rhodésie du nord et Rhodésie du sud, en hommage à Cecil Rhodes.

En 1905, la capitale du territoire de Rhodésie du nord qui

s'appelait Victoria Falls change de nom et devient Livingstone qui fut alors vite relié par un chemin de fer au Congo belge.

En 1911, la Rhodésie du Nord était administrativement unifiée et ses frontières définitivement délimitées. Durant cette période, des missionnaires anglicans s'installèrent dans les diverses régions du territoire y ouvrant des églises, des hôpitaux et des écoles, évangélisant les populations locales en employant dans l'enseignement les langues locales.

En 1916, la British South Africa Company tenta d'unifier administrativement les deux territoires Rhodésiens. Elle dut renoncer face à l'opposition des colons de Rhodésie du Sud, nettement plus nombreux et qui craignaient que la pratique autorisant l'emploi d'africains dans l'administration publique, autorisé en Rhodésie du Nord, ne soit ensuite étendue à la Rhodésie du Sud où ces emplois étaient jusque là réservés aux seuls blancs.

## **Le protectorat de Rhodésie du nord (1924-1964)**

Le 1er avril 1924, la Rhodésie du nord devint un protectorat au sein de l'Empire colonial britannique. Son système institutionnel le différenciait ainsi de celui décentralisé de la Rhodésie du Sud où un gouvernement colonial local avait été instauré.

Un conseil législatif fut institué en Rhodésie du nord sous la présidence d'un gouverneur britannique. Les premiers membres de ce conseil législatif étaient tous nommés. Parmi eux, il y a les officiels, exerçant des fonctions exécutives et les non officiels qui n'avaient pas de fonctions exécutives.

Les britanniques pratiquaient en fait le système de l'"administration indirecte" en s'appuyant sur les chefs

autochtones.

En 1926, un système électoral fut instauré pour désigner 5 membres du conseil législatif qui siègeraient auprès des neuf membres non officiels désignés. Le système électoral mis en place était censitaire et qui masquait à peine la ségrégation qu'il mettait en place. Le citoyen devait être sujet de sa majesté (sujet britannique), une qualité jusque-là quasiment exclusive des personnes de race blanche. Ainsi, en Rhodésie du Nord, les Africains n'étaient pas sujet britannique mais sujet sous protectorat britannique. Le citoyen devait par ailleurs maîtriser parfaitement l'anglais et avoir des revenus ou un patrimoine fixé à un montant.

Les colons, peu nombreux, étaient principalement des industriels et des techniciens. S'ils n'étaient pas autorisés à acheter des terres, les colons pouvaient bénéficier de baux de 999 ans sur les terres de la Couronne alors que les terres des réserves indigènes étaient inaliénables. Celles-ci étaient d'ailleurs situées dans des régions sauvages et insalubres.

En 1928, quatre langues principales locales (cibemba, cinyanja, citonga et silozi) furent choisies pour être employées dans les écoles publiques en tant que langues d'enseignement durant les quatre premières années du primaire. En 1930, les cours d'anglais furent donnés dans les écoles zambiennes, à titre de langue de communication nationale.

En 1931, la ceinture cuprifère (contenant du cuivre) exploitée se révéla deuxième gisement de cuivre du monde, hors Union soviétique. Le cuivre allait dominer toute la vie économique de la Rhodésie du nord et contribué à sa prospérité. Le minerai se révélait essentiel pour le développement de l'industrie automobile et l'armement. L'exploitation de la ceinture de cuivre allait cependant développer et renforcer la ségrégation raciale.

Les mines employaient alors 37 000 africains et 6 000

européens. Chaque groupe racial était organisé dans un syndicat, celui des blancs refusant d'intégrer celui des noirs. Les mineurs blancs avaient alors un excellent niveau de vie socioprofessionnelle (logement dans des cités-jardins, services sociaux performants, domestiques africains à bas prix..). Les compagnies avaient en fait utilisé les grands moyens pour faire venir une main-d'œuvre qualifiée sud-africaine en Rhodésie du Nord (alors surnommé péjorativement le "Johannesburg du nord-noir").

**En 1935, la capitale du territoire est déplacée à Lusaka, une ville alors de moins de 50 mille habitants.**

En 1938, le conseil législatif s'ouvrit à la représentation des Africains en autorisant la nomination d'un représentant (blanc) de la majorité noire. À cette époque, la parité entre conseillers officiels et non officiels était atteinte (8 représentants chacun dont un représentant la population noire de Rhodésie du Nord). Ce fut aussi en 1938 que Roy Welensky, un syndicaliste des chemins de fer, fondateur un an plus tôt du Parti travailliste de Rhodésie du Nord, était élu au Conseil législatif pour la circonscription de Broken Hill.

En 1940, le syndicat des mineurs blancs obligeait les compagnies à inscrire dans leur contrat de travail une clause garantissant la discrimination raciale sur le lieu de travail.

En 1941, le conseil législatif de Rhodésie du Nord était composé de neufs élus, neuf officiels et d'un représentant des africains.

En 1946, on compte moins de 50 mille blancs en Rhodésie du

Nord (soit un blanc pour 42 noirs). La moitié de cette communauté blanche est constituée de sud-africains. Chez les africains, la tribu des Barotsés vivait sous un système spécifique de monarchie constitutionnelle en vertu d'un ancien accord contracté avec la reine Victoria. Le roi Mwanawina III, fils de Lewanika, continuait ainsi de régner dans le Barotseland, sur la plus importante tribu de Rhodésie du Nord.

En 1949, le syndicat nord des mineurs africains de Rhodésie du Nord s'organisa pour faire tomber la discrimination industrielle.

## **La Fédération de Rhodésie et du Nyasaland (1953-1963)**

Le premier 1er ministre de la fédération fut Sir Godfrey Huggins (anobli sous le titre de Lord Malvern) et ancien premier ministre de Rhodésie du Sud. Le gouvernement fédéral s'attacha à développer l'industrie, monopole des colons blancs et l'agriculture, particulièrement les plantations de tabac mais il ne put empêcher cependant la paupérisation des zones rurales. L'un de ses projets phares (et héritage historique) fut la construction du barrage hydro-électrique du lac Kariba long de 200 km et large de 30 à 50 km, servant également de frontière entre la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. L'énergie disponible devait servir à alimenter les grandes villes et les zones industrielles comme les mines de la ceinture de cuivre de Rhodésie du nord.

En 1955, Roy Welensky succéda à Lord Malvern à la direction du gouvernement fédéral nord-rhodésien

En 1959, alors qu'un certain Harry Nkumbula avait décidé de se rapprocher finalement des blancs du Parti fédéral uni de Welensky, d'autres dissidents outrés comme Kenneth Kaunda, fondèrent alors l'"United National Indépendence Party" ( UNIP

). À la suite d'une manifestation de l'UNIP qui dégénéra à Ndola et qui se solda par la mort d'une femme blanche et de ses deux enfants, l'état d'urgence fut proclamé. L'UNIP fut interdite et Kaunda arrêté et jeté en prison pour 9 mois.

En 1960, une révision de la constitution fédérale de 1952 fut engagée entre le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral et les leaders noirs africains. Mais, ces derniers quittèrent la conférence constitutionnelle pour protester contre l'état d'urgence et l'intransigeance des colons blancs de Rhodésie du Sud à ne pas vouloir partager le pouvoir.

En 1961, Kenneth Kaunda déclencha une campagne de désobéissance civile. Tandis que les blancs sont de plus en plus tentés par la sécession katangaise.

En 1962, les élections générales en Rhodésie du Nord furent remportées par l'UNIP de Kaunda (14 sièges) contre 7 à l'ANC de Harry Nkumbula et 16 aux fédéralistes blancs partisans de Welensky. Kaunda et Nkumbula formèrent alors un gouvernement de coalition réclamant l'indépendance de la Rhodésie du Nord.

Le 16 mai 1962, le comité spécial des Nations unies sur la décolonisation se prononçait pour la dissolution de la fédération.

Le 30 octobre 1962, à la tribune des Nations unies, Roy Welensky, le premier ministre fédéral, tentait encore de sauver la fédération et déclarait "sans aucun doute, les Africains seront la majorité dans une quinzaine d'années" mais le 29 mars 1963, la Grande-Bretagne reconnaissait le droit à la sécession de la Rhodésie du Nord tout comme elle venait de la faire pour le Nyassaland.

Le 5 juillet 1963, la conférence de Victoria Falls, ultime tentative pour sauver la fédération, débouchait sur un constat d'échec.

Le 31 décembre 1963, la fédération de Rhodésie et de

Nyassaland était officiellement dissoute et la Rhodésie du Nord redevenait un protectorat géré par le Colonial office.

## **La Rhodésie du Nord sur le chemin de l'indépendance**

Lors des élections de janvier 1964, UNIP, le parti de Kenneth Kaunda remportait 55 des 85 sièges de l'Assemblée. Le pays compte alors plus de 2 millions d'habitants dont 75 000 blancs représentés par 10 députés élus par un collège séparé.

Le 24 octobre 1964, la Rhodésie du Nord accède à l'indépendance sous le nom de Zambie, en hommage au fleuve Zambèze. Dans un pays qui compte plus de 70 langues bantoues, les rivalités ethniques étaient telle qu'on décida de garder l'anglais comme langue officielle, afin de ne pas favoriser une communauté ou une chefferie.

## **La Zambie sous Kenneth Kaunda (1964-1991)**

Dès la proclamation de son indépendance, la Zambie a été marquée par des rivalités ethniques, opposant notamment les Lozis, qui s'estimaient lésés contre les Bembas, majoritaires.

Bien que la première République de Zambie prévoyait un régime parlementaire pluraliste de type britannique, avec un président et un vice-président, d'emblée, l'état d'urgence avait été proclamé.

En réaction aux conflits et aux grèves qui se multipliaient dans les mines, le système bascula rapidement vers la concentration des pouvoirs et l'autoritarisme au bénéfice du seul Kenneth Kaunda, lequel nommait et révoquait unilatéralement aux postes clés.

De nombreux programmes furent néanmoins lancés, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, afin de corriger les inégalités sociales et raciales héritées du colonialisme. En novembre 1966, l'anglais devenait la seule langue nationale du système éducatif de la Zambie, mettant fin au système d'enseignement en langue locale de la période coloniale. Néanmoins, sept langues locales demeuraient reconnues comme matières d'enseignement sur une base régionale.

En 1968, les 10 sièges réservés aux Blancs à l'Assemblée nationale furent supprimés. Ce fut ensuite le tour des partis politiques d'être interdits à l'exception de l'UNIP. Pour Kenneth Kaunda, le parti unique devait "permettre une meilleure intégration nationale, dans un pays artificiellement construit par les colonisateurs".

L'économie libérale fut abandonnée pour laisser la place à un système d'économie étatiste et socialiste. L'État zambien prit le contrôle des mines alors que dans l'agriculture, un plan donnait la priorité au développement de la culture du maïs, dont la production était également placée sous le contrôle de l'État.

En 1971, l'ancien vice-président Simon Kapwewe fondait un parti dissident de l'UNIP pour tenter de se présenter contre Kenneth Kaunda. Le parti fut rapidement interdit et Kapwewe mis sous les verrous avant de rejoindre finalement l'UNIP qu'il avait déserté.

En 1973, Kenneth Kaunda imposa le parti unique avec liberté de candidature, dans le cadre de la seconde République de Zambie.

Mais à cette époque, la situation économique se dégradait fortement avec la chute des cours du cuivre et la diminution de la production, compliquée par la fermeture de la frontière rhodésienne, alors voie de passage obligée de transit pour la production zambienne. Il fut alors décidé d'accélérer la réalisation de la ligne de chemin de fer entre la Zambie et la



Tanzanie. Cette œuvre fut financée par des capitaux chinois et dès 1975, Lusaka était relié à Dar es Salaam, la capitale tanzanienne.

Dans les années 70, Kenneth Kaunda encourageait également les mouvements de guérilla nationaliste, financées notamment par la Chine et l'Union soviétique, contre les pouvoirs blancs de Rhodésie du Sud, d'Afrique du Sud, du Sud-Ouest Africain et des colonies portugaises. Il parvint cependant à maintenir de bonnes relations avec les pays occidentaux et à se rapprocher de l'Afrique du Sud grâce à l'établissement de contacts personnels avec le premier ministre sud-africain John Vorster, avec qui il s'était allié pour mettre fin au problème rhodésien. Bien qu'avocat des sanctions contre le pays de l'apartheid, Kenneth Kaunda maintenait des relations commerciales étroites notamment pour la fourniture de produits alimentaires à la population zambienne.

Début des années 80, bien que potentiellement la Zambie est l'un des pays les plus riches d'Afrique avec 13% de croissance par an notamment entre 1964 et 1969, le pays s'enfonce dans la misère, victime de la chute du prix du cuivre.

En octobre 1980, les syndicats s'opposent de plus en plus au gouvernement qui essuya une tentative de coup d'État.

En avril 1982, Kenneth Kaunda essaya de relancer ses contacts personnels avec les dirigeants sud-africains et rencontra Pieter Botha, le successeur de Vorster, à la frontière botswano-sud-africaine pour tenter notamment de le convaincre de retirer l'Afrique du Sud de la Namibie, sans succès. Mais en 1984, ses efforts de médiateur portent leurs fruits car les Sud-africains et les Angolais sont allés signer un accord de non-agression à Lusaka.

En 1985, le revenu par habitant ne vaut plus que 30% de son montant en 1974. En 1986, la monnaie locale, le kwacha est dévalué de 70% sur recommandation du FMI avec qui Kenneth

Kaunda se brouillait de temps en temps.

À la fin de l'année 1986, des émeutes de la faim faisaient 25 morts et 150 blessés. En 1987, l'inflation atteignait 600 %. Sur recommandation du FMI, la Zambie acceptait finalement de s'engager dans un programme d'austérité.

En 1988, Kaunda fut réélu pour un sixième mandat, à l'issue d'une élection sans opposition. Mais la crise économique qui frappait la Zambie dans les années 80, l'exode rural, l'essor démographique, la corruption et l'insécurité dans les villes avaient conduits à de violentes émeutes en 1990.

En août 1989, à défaut de succès en politique nationale, Kenneth Kaunda tente d'en avoir sur le plan international en invitant Frederik de Klerk, alors président par intérim d'Afrique du Sud, à le rencontrer à Livingstone. Pendant ce temps, une coalition anti-Kaunda grandissant s'organise et poussa ce dernier à accepter le retour au pluralisme politique et à l'organisation d'élections libres.

## **Retour au multipartisme**

En 1991, le syndicaliste Frederick Chiluba remporta les élections présidentielles avec 81% des voix pendant que son parti le Mouvement pour la Démocratie Multipartite (MMD) remportait, lui, 80% des sièges à l'assemblée nationale.

Défenseur des valeurs néo-libérales, Chiluba fut réélu en 1996. En 1997, il rétablissait l'état d'urgence à la suite d'une tentative de coup d'État militaire.

En avril 2001, il renonça à solliciter un troisième mandat. En janvier 2002, son dauphin, Levy Mwanawasa, fut élu au cours d'un scrutin contesté.

À la suite de la mort du président zambien Levy Mwanawasa le 19 août 2008, le vice-président Rupiah Banda est désigné chef

de l'État par intérim. Il gagne de justesse le scrutin du ..... qui suit, mais s'incline en septembre 2011 face à Michael Sata, chef du Front patriotique. Ce dernier décède à Londres le 28 octobre 2014. Il fut président de la République de Zambie du 23 septembre 2011 au 28 octobre 2014.

Pour une courte durée, Guy Scott devient président par intérim du 29 octobre 2014 au 25 janvier 2015. Il est le premier chef d'État blanc d'un pays d'Afrique subsaharienne.

Actuellement le président en fonction est Edgar Lungu ci-contre, élu le 25 janvier 2015 pour un mandat de 5 ans.

---

## **Jeanne Martin Cissé : première Femme président du Conseil de sécurité des Nations unies**

*Jeanne Martin Cissé, enseignante et femme politique guinéenne*



Aînée d'une fratrie de sept enfants, elle est née le 6 avril 1926 à Kankan en Guinée. Son père, Darricau Martin est employé des PTT et sa mère, Damaye Soumah est sage-femme, issue d'une famille Soussou.

Le père de Jeanne tient à ce que ses enfants soient instruits. Jeanne fréquente alors les écoles de Kankan puis passe en 1940 le concours de l'École Normale des jeunes filles de l'Afrique de l'Ouest, pour devenir institutrice. Elle est sélectionnée et poursuit sa scolarité en internat à l'École Normale de Rufisque, bien loin de sa contrée d'origine. Elle est la première jeune fille de Kankan à être reçue à ce concours, faisant la fierté de sa ville natale de Haute-Guinée. La scolarité dure quatre ans, et l'Ecole Normale est alors dirigée par Germaine Le Goff,

dont le projet éducatif est de faire de ces adolescentes, de futures enseignantes.

La volonté de la directrice de l'établissement est également de gommer les différents territoires dont sont issues les élèves pour favoriser une approche panafricaine : « Nous étions vingt-six dans notre promotion dont trois Guinéennes.

Mais nous ne parlions pas de Guinée, de Sénégal, de Côte d'Ivoire... mais d'Afrique », précisa Jeanne Martin Cissé.

En 1944, diplômée en poche, elle est affectée comme institutrice à l'école des filles de Kankan. En 1946, elle épouse Mohamed Camara, un inspecteur de police qu'elle ne connaît pas, respectant la décision de sa famille. Encouragée par son époux et par Sarata Diané, une amie, elle devient membre de l'Union mandingue, une association régionale. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, sans rentrer réellement dans un processus de décolonisation, la seconde assemblée constituante française finalise en octobre 1946 la constitution de la quatrième République, et elle crée alors dans ce cadre institutionnel « l'Union française », regroupant la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, des territoires sous mandat et des États sous protectorat.

Concomitamment, émerge dans les anciennes colonies de l'Afrique de l'Ouest, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) voulant fédérer les mouvements régionaux dans une logique panafricaine. Avec prudence, Jeanne Martin commence à fréquenter le milieu des fonctionnaires qui se politisent rapidement et fait notamment la connaissance de Sékou Touré, alors syndicaliste PTT.

Fin 1946, alors qu'elle est enceinte de trois mois, son mari meurt dans un accident de voiture. Elle est affectée à Conakry, la capitale de la Guinée. Après une période d'hésitation, elle adhère au RDA en décembre 1947.

En 1948, elle se remarie avec Ansoumane Touré, un des fondateurs du Parti Démocratique Guinéen (PDG) animé notamment par Sékou Touré. En 1949, Ansoumane Touré est mutté à Dakar. Jeanne Cissé suit son mari. Sur place, ils continuent l'un et l'autre à militer et rejoignent l'Union Démocratique Sénégalaise (UDS), affiliée au parti communiste français et constituant une des branches du RDA.

Sékou Touré qui va souvent au Sénégal persuade Jeanne Cissé de représenter les femmes sénégalaises de l'UDS-RDA au congrès de la Fédération Internationale Démocratique des Femmes (FIDF) qui devait se tenir en octobre 1954 à Asnières. C'est à cette occasion que Jeanne effectue son premier voyage en Europe avec sa fille nouveau-née dans les bras.

En 1958, elle effectue à nouveau deux autres voyages, d'abord au congrès de la FIDF à Vienne puis dans les pays communistes, notamment la Chine et la Russie.

Après le « Non » de la Guinée à la Communauté Française proposée par le général de Gaulle lors du référendum du 28 septembre 1958, Jeanne Cissé est revenue en Guinée car son mari a dû quitter le Sénégal et a été nommé directeur de cabinet du ministre de la Santé dans la nouvelle République de Guinée, devenue indépendante et présidée par Sékou Touré. D'ailleurs, tous les fonctionnaires guinéens ont dû quitter le Sénégal.

En juillet 1959, elle participe avec quelques déléguées guinéennes, dont Loffo Camara, au premier et unique congrès de l'Union des Femmes de l'Ouest Africain (UFOA) à Bamako, tentant par cette organisation de maintenir un mouvement féminin panafricain. Mais la priorité semble être au combat politique pour l'indépendance et la décolonisation et certains thèmes retenus, notamment la lutte contre la polygamie et contre les mutilations génitales se heurtent. De retour à Conakry, Jeanne Martin Cissé continue en parallèle de s'engager et de grimper les échelons au sein du Parti Démocratique de Guinée, malgré le durcissement du régime. En 1968, elle est élue députée au Parlement guinéen. En 1971, elle entre au comité central puis au bureau politique.

Pourtant, les purges se succèdent, notamment après l'attaque appelé opération Mar Verde du 22 novembre 1970. Son propre mari, Ansoumane Touré, ainsi que des militantes proches d'elle, telle que Loffo Camara, qui l'avait accompagné à

Bamako en 1959, sont arrêtés, emprisonnés au camp Boiro et y meurent quelques mois plus tard.

En 1969, elle fait inviter Stokely Carmichael, leader des Black Panthers et sa femme Myriam Makeba aux festivités nationales. Stokely Carmichael et Myriam Makeba s'installent en Guinée.

En début des années 1970, elle se tient éloignée de la politique intérieure de Guinée. Elle se consacre alors essentiellement à l'action diplomatique.

En 1972, elle est désignée au poste de représentante permanente de la Guinée aux Nations unies, et devient par là même, ponctuellement présidente du Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle est la première femme à accéder à la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU.

En 1974, elle est élue présidente du Comité spécial contre l'apartheid aux Nations unies. Elle effectue plusieurs déplacements en Europe, en Asie et en Amérique Latine, pour soutenir l'ANC au niveau international.

Elle est également la secrétaire générale de la Conférence des femmes africaines, déléguée à la commission de la condition de la femme à Genève durant 6 ans et à la commission des Nations unies chargée des affaires humanitaires.

En 1976, à la demande du président Sékou Touré, Jeanne Cissé revient en Guinée. Elle est nommée ministre des Affaires Sociales. Elle se consacre notamment à l'éducation des femmes. Après la mort de Sékou Touré, elle est arrêtée, début avril 1984 et détenue sans jugement jusqu'en mai 1985, puis libérée en compagnie de treize anciens ministres ou secrétaires d'État, cinq hauts fonctionnaires, Mme Aminata Touré, la fille aînée de l'ancien président, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre et dix autres militaires.

Selon un communiqué officiel, la libération de ces personnalités se justifie par l'absence de charges. Mais cette décision des autorités n'empêche pas un nouvel emprisonnement, pendant quelques jours, après le coup d'État manqué du colonel Diarra Traoré en juillet 1985.

Ayant a priori abandonnée tout rôle politique, Jeanne décide de quitter la Guinée dès sa seconde libération en juillet 1985 pour gagner le Sénégal puis les États-Unis. En 1988, elle accepte toutefois d'être associée au Comité international de solidarité en faveur des femmes et des enfants d'Afrique australe et effectue une ultime mission dans les camps de réfugiés de Zambie et du Zimbabwe.

En 2008, elle écrit son autobiographie, intitulée « La fille du Milo » et refuse de se prononcer sur le régime dictatorial de Sékou Touré.

Jeanne Cissé s'est éteinte le 21 février 2017 à Conakry. Elle reste dans les mémoires comme l'une des figures emblématiques du continent africain.

---

## **Sibeth Ndiaye, nouvelle porte parole de l'Élysée.**

Tapis dans l'ombre de M. Macron depuis sa campagne présidentielle jusqu'à son élection, Sibeth est enfin révélée au grand public.

C'est lors du remaniement ministériel du 31 mars dernier que Sibeth apparaît au grand jour par sa nomination en tant que secrétaire d'État et porte parole de l'Élysée en remplacement de M. Benjamin Griveaux, parti briguer la Mairie de Paris.



# Mais, qui est Sibeth ?



Sibeth Ndiaye est née le 13 décembre 1979 au quartier du Plateau de Dakar. Son prénom évoque les reines combattantes de la Casamance et signifie « qui a gagné beaucoup de combats » en langue diola.

Son père, Fara Ndiaye, a participé à la création du Parti africain de l'indépendance avant de devenir numéro deux du Parti démocratique sénégalais d'Abdoulaye Wade et membre de l'Assemblée nationale. Sa mère, Mireille Ndiaye, morte en 2015, est une haute magistrate qui a présidé la chambre pénale de la Cour de cassation du Sénégal, puis a été présidente du Conseil constitutionnel de 2002 à 2010. Pour Sibeth Ndiaye, son enfance « s'est nourrie du récit de la lutte pour les indépendances à laquelle ses parents, étudiants venus des anciennes colonies, ont participé ». Ses trois sœurs vivent en Afrique, l'une à Lomé (Togo), l'autre entre Lagos (Nigeria) et Abidjan (Côte d'Ivoire), l'aînée à Dakar.

## Formation

Sibeth Ndiaye passe son adolescence au Sénégal, jusqu'à l'obtention de son brevet à l'institution Jeanne d'Arc de Dakar. Elle fréquente ensuite le lycée Montaigne de Paris,

puis étudie la philosophie politique à l'université Paris-Diderot entre 2004 et 2006. Elle obtient en 2007 un master 2 en économie publique et protection sociale à l'université Panthéon-Sorbonne.

## Parcours politique

Parallèlement à ses études, Sibeth Ndiaye milite au sein de l'UNEF de 1999 à 2006 et est administratrice de La Mutuelle des étudiants de 2003 à 2008. Elle déclare avoir adhéré au Parti socialiste en réaction à l'accession de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de la présidentielle de 2002. Avec Ismaël Emelien, Stanislas Guerini et Benjamin Griveaux, elle fait partie de l'équipe de campagne de Dominique Strauss-Kahn pour la primaire PS de 2006.

Résidant à Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, elle est directrice de la campagne de Mathieu Hanotin lors des élections cantonales de 2008 sur le canton de Saint-Denis-Sud. Membre du courant strauss-kahnien, Martine Aubry la nomme secrétaire nationale du PS chargée de la petite enfance en 2009. Sa nomination est alors critiquée en raison de sa nationalité par Georges Sali, le responsable local du PS de Saint-Denis, section qu'elle jugeait alors « clanique ».

En mars 2008, elle est nommée cheffe du service presse de Claude Bartolone, nouvellement élu président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, puis y devient chargée de mission en 2010. Elle soutient Martine Aubry lors de la primaire de la gauche de 2011 pour l'élection présidentielle de 2012. Après la victoire de François Hollande, elle devient chargée de mission presse et communication au cabinet d'Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, et garde ses fonctions quand Emmanuel Macron lui succède à Bercy. Quand ce dernier fonde En Marche, après quelques jours de réflexion et l'insistance d'Alexis Kohler, elle l'y suit comme conseillère presse et communication, séduite par « la volonté de

transcender les clivages existants, la tentative audacieuse pour essayer autre chose, et le sentiment que ça ne pouvait plus continuer comme avant ».

« La France m'a beaucoup donné. Aujourd'hui c'est à mon tour de lui rendre ». Dans « ce pays que je me suis choisi », a ajouté Sibeth Ndiaye, naturalisée en juin 2016, « avant même d'être Française, j'ai compté parmi les engagés de ce pays ». Il s'agit là d'une référence à son passé de militante de gauche en Seine Saint-Denis.

Le 8 mai 2017, elle se fait connaître du grand public par le documentaire de Yann L'Hénoret « Emmanuel Macron, les coulisses d'une victoire », diffusé sur TF1 le lendemain du second tour de l'élection présidentielle. Elle apparaît comme l'un des personnages clefs du cercle qui entourent et conseillent le candidat. Le 14 mai 2017, elle assiste à l'investiture de M. Macron et devient conseillère presse pour les affaires nationales auprès de Sylvain Fort, chargé de la communication de l'Élysée.

Après la communication dans le clan Hollande, Sibeth Ndiaye participe au verrouillage de la communication élyséenne. Elle parvient à faire déménager la salle de presse de l'Élysée, installée depuis Valéry Giscard d'Estaing dans la cour du Palais, malgré l'opposition acharnée de l'association de la presse présidentielle. Elle accompagne Emmanuel Macron seulement lors de ses déplacements à risques. Elle exige des employés de l'Élysée de ne pas se répandre en indiscretions, et s'occupe du choix des journalistes accrédités dans les déplacements.

Les sondages de popularité d'Emmanuel Macron accusant une forte baisse durant l'été 2017 et sa distance avec la presse étant critiquée, le pôle communication de l'Élysée est alors renforcé par la nomination du journaliste Bruno Roger-Petit le 1er septembre. A ce sujet, le Figaro indique qu'elle est un temps affaiblie par la nomination de Bruno Roger-Petit. Elle entre alors dans une concurrence acharnée avec lui. Une

bataille dont elle est sortie vainqueur .

Dimanche 31 mars 2019, elle est nommée secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement en remplacement de Benjamin Griveaux.

Selon 20 Minutes, Sibeth Ndiaye va donc devoir convaincre puisque, depuis dimanche soir, les critiques de l'opposition se focalisent sur ses déclarations passées, en particulier sur celles rapportées par l'hebdomadaire L'Express en juillet 2017. Et elle s'était dite prête à « mentir » pour protéger le président. Lors de la cérémonie de passation de pouvoir organisée le lendemain de sa nomination, elle rétorque : « ces paroles ont été sorties de leur contexte et tronquées ». « Elles visaient à protéger la vie privée du président de la République dans un moment de vie personnelle, c'était ma fonction à l'époque ». Mais, pourquoi la critique t-on ? Que font donc les politiciens la plupart du temps ? Si ce n'est mentir au peuple en évoquant la raison d'Etat.

TT59 note que certaines presses en veulent beaucoup à Sibeth. TT59 espère qu'elle sera protégée et soutenue par le gouvernement pour qui elle travaille. Qu'elle ne sera pas abandonnée et livrée aux vindictes aux injures et aux infamies comme le fut Mme Christian Taubira, ex-ministre de la justice sous M. Hollande sans que le gouvernement ne démontre avec force son opposition à ce genre de comportement. Et tout ça se passait passivement en France, pays des droits de l'homme, où le racisme, l'antisémitisme et les discriminations sont pourtant interdits par la loi...

Nous rappelons que Sibeth n'est pas un ennemi du peuple ni d'Etat. Ses dires : « La France m'a beaucoup donné. Aujourd'hui c'est à mon tour de lui rendre ».

---

# **FOOT-MIXTE en N'OR (Hauts De France) Le Samedi 8 JUIN 2019**

Il s'agit d'une journée sportive conviviale en parallèle du championnat de la coupe du monde féminine en France du 7 juin au 7 juillet 2019

## **Origine du projet :**

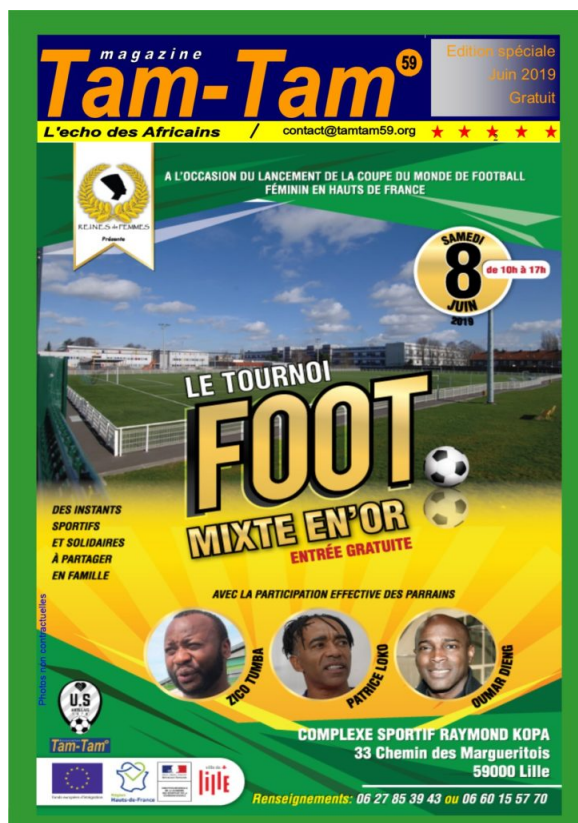
Ce projet de solidarité intergénérationnelle sous la forme d'une journée de football mixte, est le prolongement logique de nos ateliers et activités 2019, qui mettent clairement l'accent sur l'inclusion sociale des femmes dans nos quartiers et des personnes fragilisées.

L'idée est de créer une belle ambiance familiale et festive au mois de juin avec la participation des associations de notre réseau qui exercent dans les hauts de France, ainsi que les populations que nous accompagnons au quotidien.

Cette journée se veut une journée inter-régionale de PARTAGE et de SOLIDARITE.

Nous allons profiter de l'engouement de la coupe du monde de foot féminin en France pour promouvoir les activités mixtes au sens le plus large possible : hommes-femmes – jeunes – seniors – professionnelles et amateurs et / ou simples curieux...

# Le public :



Notre public vient des quartiers prioritaires et politiques de la ville. Pour cela nous nous appuyons sur les réseaux des centres sociaux, des structures d'hébergement des jeunes, des foyers de travailleurs et de notre réseau associatif. Ainsi, pour rester dans une dynamique régionale et valoriser l'effet « coupe du monde de foot féminin dans les Hauts de France », nous avons contacté nos partenaires associatifs de Lens, Douai, Arras et Valenciennes.

# Lieu et date de la manifestation :

Samedi 08 Juin 2019 au complexe sportif RAYMOND KOPA 33 chemin Margueritois 59000 Lille. Nous attendons pour cet événement entre 500 et 700 personnes, avec la présence effective de nos parrains sportifs : Oumar DIENG (PSG et LOSC), Patrice LOKO (LOSC et PSG) et Zibo TOUMBA (Nantes et Hollande).

# Déroulé et mise en œuvre du projet :

Concrètement notre gala sportif se déroule sur une journée complète :

Sur un demi-terrain, les équipes seront composées de femmes, d'hommes, de jeunes (filles/garçons), de moins jeunes, d'amateurs et de professionnels. L'idée est de créer une belle ambiance familiale et ludique. Chacun à son rythme va toucher un peu le ballon et sortir quand il le souhaite. Des trophées récompenseront les plus méritants en fin de rencontre.

La 3ème mi-temps à 20h, se fera sous la forme d'un repas dansant à la salle Courmont.

## Les objectifs opérationnels de la journée :

Les objectifs de cette journée de football mixte sont de promouvoir la SOLIDARITÉ – le FAIRE ENSEMBLE- la NON-DISCRIMINATION à travers les valeurs du sport. Des ateliers/causeries thématiques auront lieu en concomitance des matchs sous un chapiteau et un village pour enfants :

- **Atelier 1** : SPORT – LAÏCITÉ & VIVRE ENSEMBLE, animé par des formateurs accrédités par la DRJSCS, pour nous initier et former sur les valeurs de la République – les signes d'appartenance religieuses dans l'espace publique et comment on met en pratique à travers une activité sportive le vivre ensemble dans la République. C'est également le lieu de sensibiliser sur l'isolement des personnes fragilisées dans nos quartiers.

- **Atelier 2** : FEMMES & SPORT, atelier animé par les sportifs

professionnels invités qui parleront de leurs parcours, des questions de discrimination et de sexisme, des ressources internes et externes sur lesquelles elles se sont appuyées pour avancer et réussir dans ce milieu de compétition.

- **Atelier 3** : SPORT & SANTE animé par un médecin pour aider les femmes et les encourager à « se bouger un peu », les bienfaits du sport et quel sport pour entretenir sa santé. Parler de sport et inclusion sociale- sortir de l'isolement- aller vers l'autre.

- **Atelier 4** : SPORT & EMPLOI : cet atelier va « surfer » sur les aptitudes d'endurance et de persévérance des sportifs pour encourager les jeunes demandeurs d'emploi à continuer leurs démarches, on parlera de leurs projets et on leurs présentera les dispositifs du volontariat Civic.

Conscients du fait que ce projet de FOOT MIXTE est une première ici dans les Hauts De France, nous souhaitons mettre tout en œuvre pour réussir ce temps d'échange. Pour cela, nous associons nos partenaires publiques et privés qui partagent nos idéaux de solidarité, de lutte contre les discriminations et d'égalité Femme-Homme, pour cette belle rencontre, que nous souhaitons inscrire dans la durée.

- *Les bénéficiaires du repas dansant serviront à donner des repas aux mineurs non accompagnés pendant le mois d'Août, période où la plupart des structures sont fermées pour cause de vacances.*

## **Les parrains sportifs en images :**

**Temps forts de la journée :**



**10h** : allocution et ouverture par le match des 8-9 ans  
en présence de Miss Nord-Pas de Calais Miss Annabelle VARANE

- Les ateliers thématiques
- Espace enfants
- Diverses animations autour du stade (repas – buvette-  
musique...etc.)

**17h** : clôture des matchs et remise trophées

**20h30** : repas de clôture